



<http://coordination-antinucleaire-sudest.net/2012/index.php?post/2019/03/02/Catastrophe-nucl%C3%A9aire-au-Japon-%3A-8-ans-apr%C3%A8s-c-est-toujours-l-Etat-d-urgence>

Catastrophe nucléaire au Japon : 8 ans après c'est toujours l'Etat d'urgence

Par Rédaction le samedi 2 mars 2019,

Depuis le 11 mars 2011 et la catastrophe atomique de Fukushima qui se poursuit, le Japon est sous l'Etat d'Urgence. La vie "démocratique" est suspendue mais tout est fait pour que le business continue alors que la radioactivité n'est toujours pas confinée. Prêtant son infâme concours à l'opération d'occultation et d'omerta le Comité International Olympique va organiser à Tokyo les prochains jeux olympiques n'hésitant pas à vouloir sacrifier les athlètes et le public international sur l'autel de la destruction atomique. Les lobbys atomistes japonais et français travaillent de conserve pour accréditer le mythe de la sécurité face à la radioactivité et prévoient un prochain séjour de lycéens à Fukushima. A ce jour : les terres contaminées sont stockées dans 16 millions 50 000 sacs répartis dans 1100 dépôts temporaires et 137 000 dépôts sur sites, les eaux contaminées dépassent aujourd'hui 1000 billions de Bq radioactifs de tritium, césium 137, césium 134 et strontium, et représentent 1 120 000 tonnes stockées dans 1000 réservoirs. A l'hôpital municipal de Minami-Soma (non loin de Fukushima), le nombre des cas de cancers de la thyroïde est 29 fois supérieur au niveau d'avant l'accident, les cas de leucémie 10,8 fois, de cancers du poumon 4,2 fois, de cancers d'enfants 4 fois, de pneumonie 3,98 fois. Mais le gouvernement vient d'autoriser la réutilisation des déchets radioactifs de moins de 8000 Bq/kg ! et voudrait supprimer les indicateurs publics rendant compte de la contamination. La population résiste aux criminels de l'atome.

Pendant presque deux ans entre mai 2012 et août 2015, dès la catastrophe de Fukushima-Daïchi, les 54 réacteurs nucléaires répartis dans 19 centrales atomiques ont été totalement arrêtés. Pendant cette période, le Japon a réduit sa surconsommation électrique et utilisé des centrales au charbon et au fuel, l'augmentation de consommation de charbon n'ayant pas dépassé 10 % et celle du gaz naturel +9%. L'augmentation de la production solaire a fait un bond considérable : 45 milliards Khw qui dépasserait à présent celle de l'électronucléaire (17 milliards).

Avant la catastrophe atomique de Fukushima, la part de l'électro-nucléaire représentait 35% de la production électrique. Toujours autant fanatisés, au 1er décembre 2018 l'industrie nucléaire et le gouvernement ont redémarré 9 réacteurs nucléaires sur 4 sites (Ikata, Kawauchi, Takahama, Ooi) contre l'avis des populations. 9 réacteurs ont subi le passage du contrôle de la nouvelle norme et l'industrie nucléaire tente de construire 3 nouveaux réacteurs (Oma, totsu, Shimané). 21 réacteurs sont toujours à l'arrêt.

Alors que la sinistre 8ème année du début de la catastrophe nucléaire de Fukushima (le 11 mars 2011) va être commémorée, la radioactivité n'est toujours pas confinée, l'accident continue et le pays est toujours sous l'Etat d'Urgence. Selon le rapport remis par le gouvernement japonais à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), 1,5 x 10¹⁶ Becquerel (une quantité de césium-137 équivalant à 168 bombes atomiques du type d'Hiroshima) ont été libérés dans l'atmosphère à la suite de cet accident. Aujourd'hui le niveau de radioactivité dans un des réacteurs détruit de Fukushima-Daïchi est de 20 Sv par heure, sachant que le maximum du seuil admissible pour un être humain est de 8 Sv. Sur le chemin du réacteur, les rayons ont atteint des taux maximum de 530 Sv à 650 Sv. L'endroit où les niveaux de radioactivité sont les plus élevés n'est plus à l'intérieur du piédestal en béton qui soutient la cuve, mais à l'extérieur.

Le retour forcé d'habitants manipulés, les conséquences sanitaires, la suppression de l'indicateur public de dosimétrie

Depuis le printemps de 2011, les autorités publiques préparent la réouverture de zones où le gouvernement comme le département de Fukushima préconisent de faire retourner les habitants dans leurs zones contaminées. Fanatisé à l'extrême, l'ancien président de la commission de régulation nucléaire (originaire de Fukushima), M. Shunichi Tanaka, s'installe à Iitate pour montrer qu'il n'y a vraiment pas de risque radioactif. Il s'en fou il n'est plus tout jeune et a conduit sa petite vie étreinte depuis un bail au service des criminels de l'atome qui l'ont grassement payé.

La commune de Iitate, à 40-50 km Nord-Ouest de Fukushima-Daïchi, est un lieu stratégique où les villageois n'ont pas été informés que leur village a été massivement contaminé. Ce n'est qu'un mois après la catastrophe que tous les résidents ont été évacués. (Il se passera la même chose en France). Le lobby atomiste japonais et le lobby français - impliqué dans la catastrophe en ayant fourni le "Mox" du réacteur n°3 qui a explosé - travaillent de conserve pour accréditer le mythe de la sécurité face à la radioactivité. Leur stratégie démoniaque s'inscrit dans la continuité du projet "Ethos" qu'ils ont mis au point et appliquent en Belarus, pour faire revenir les habitants, suite à la catastrophe nucléaire de Tchernobyl du 26 avril 1986.

Cynique à l'extrême les lobbys japonais et français développent une propagande tout azimut qui prévoit à présent, avec la complicité de scientifiques des deux pays liés au sphère Ethos du lobby international, d'organiser un voyage d'études au Japon avec les lycéens internationaux, y compris les lycéens français. Dans la préfecture (région) de Fukushima et aussi sur le site de Fukushima-Daïchi afin de persuader le monde entier que la radioactivité n'est pas très dangereuse.

Ce lieu d'Iitate est stratégique tant pour les pronucléaires qui voudraient effacer ce mauvais souvenir de Mars 2011 que pour les antinucléaires qui veulent démontrer qu'il peut y avoir une contamination importante même si au-delà de 40 km.

A Minami-Soma, dans le département de Fukushima, d'après les statistiques* locales de l'hôpital municipal de Minami-Soma, le nombre des cas de cancers de la thyroïde est 29 fois supérieur au niveau d'avant l'accident, les cas de leucémie 10,8 fois, de cancers du poumon 4,2 fois, de cancers d'enfants 4 fois, de pneumonie 3,98 fois.

Le département de Fukushima voudrait supprimer les indicateurs de dosimétrie publics. Il y a des auditions publiques et là aussi, les habitants s'opposent à cette décision.

Rejet des eaux contaminées dans l'océan Pacifique

La quantité des eaux contaminées récupérées , en plus de celles qui se déversent dans l'océan, dépasse aujourd'hui 1 120 000 tonnes avec plus de 1000 réservoirs. La limite de la marge du stockage dans le site de Fukushima sera atteinte dans deux ans. On constate que ces eaux contiennent non seulement plus de 1000 billions de Bq en total de tritium mais aussi du césium 137 et 134 et du strontium.

La société nucléaire TEPCO gestionnaire de la centrale de Fukushima-Daïchi et les autorités japonaises préconisent d'en rejeter une bonne partie dans l'Océan Pacifique. Ils tentent de diluer leur crime et leur responsabilité en contaminant tout l'océan et les populations qui s'y alimentent et en vivent. Mais lors des trois auditions publiques organisées les habitants, notamment les pêcheurs se sont montrés farouchement hostiles à ce projet délirant. La commission citoyenne du nucléaire (organisation associative des scientifiques indépendants) préconise, elle, de stocker les eaux contaminées dans de grands réservoirs et ce pour une durée minimale de 100 ans. Pour le moment la décision est suspendue.

Réutilisation des terres contaminées

Après les travaux de décontamination, les déchets contaminés sont stockés dans les sacs plastiques et il y a aujourd'hui 16 millions 50 000 sacs situés dans 1100 dépôts temporaires et 137 000 dépôts sur les lieux. Dans les communes d'Okuma et Futaba, on construit deux sites de stockage intermédiaire qui doivent recevoir au final 22 millions de sacs jusqu'en 2020. C'est le tonneau des Danaïde, un puits sans fond. Aussi, pour éviter que le nombre de stockage augmente, les autorités japonaises ont trouvé la parade : autoriser la ré-réutilisation des terres contaminées mortelles de moins de 8000 Bq/kg. Disséminer ainsi dans l'environnement, les terres cultivables et la construction la mort radioactive. Horrible. Profitant de l'aubaine, le PDG de Vivendi a déclaré que sa société avait l'intention de saisir la balle au bond et faire commerce de déchets en exportant vers le Japon les déchets français de moins de 8000Bq/kg.

JO de Tokyo en 2020 : la banalisation de la radioactivité et de la propagande "éthosienne".

La situation créée par la préparation des JO de Tokyo est terrifiante. Elle est en train de faire oublier Fukushima. Il faudrait informer le public et le comité des JO français de la réalité de la contamination. L'ancien professeur adjoint à l'Institut de recherche sur les réacteurs à l'Université de Kyoto, Hiroaki KOÏDE, alerte le monde entier :

"Le 11 mars 2011, un grave tremblement de terre a frappé la région de Tōhoku au Japon, suivi d'un tsunami qui frappe la Côte pacifique de Fukushima, les préfectures de Miyagi, Iwaté provoquant une panne d'électricité à la centrale nucléaire de Fukushima-Daiichi. Comme le savent tous les scientifiques, une panne totale peut conduire à un incident potentiellement catastrophique. Comme ils l'avaient extrapolé, le système de refroidissement a failli et le noyau nucléaire a fondu ; une grande quantité d'éléments radioactifs ont été déversés dans l'environnement. Selon le rapport remis par le gouvernement japonais à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), $1,5 \times 10^{16}$ Becquerel (une quantité de césium137 équivalant à 168 bombes atomiques du type d'Hiroshima) ont été libérés dans l'atmosphère à la suite de cet accident.

Le désastre sans précédent dans l'histoire survenu à Hiroshima, fut le fruit d'une seule bombe atomique. Et le gouvernement japonais indique que l'accident de Fukushima a relâché en césium 137 l'équivalent de 168 bombes atomiques d'Hiroshima. Cependant en 2011, le gouvernement japonais avait fait savoir que la fusion des cœurs des réacteurs 1, 2 et 3 de la centrale Fukushima-Daiichi avait libéré au total 7×10^{17} Becquerels, c'est à dire 8 000 fois la quantité de césium 137 propagée par la bombe d'Hiroshima.

En conséquence, une radioactivité égale à 168 fois la puissance de la bombe d'Hiroshima a été libérée dans l'air et versée en mer, équivalent à un total de près de 1000 bombes d'Hiroshima relâchées dans l'environnement. Une grande partie de la radioactivité demeure toujours dans certains bâtiments endommagés des réacteurs de la centrale. TEPCO (la Tokyo Electric Power Company Holdings), propriétaire de la centrale nucléaire de Fukushima-Daiichi, ignore où se trouvent exactement les cœurs des réacteurs à présent fondus et continue de déverser d'énormes quantités d'eau dans les cœurs de réacteurs pour les refroidir. L'arrosage constant provoque une contamination radioactive de plusieurs centaines de tonnes d'eau par jour et la direction de TEPCO est astreinte à construire plus de 1000 réservoirs à l'intérieur du site pour entreposer l'eau contaminée.

Aujourd'hui, la quantité totale d'eau contaminée dans ces réservoirs dépasse déjà un million de tonnes. À l'avenir, lorsque le nombre de réservoirs aura dépassé la limite possible, TEPCO envisagerait de déverser les eaux contaminées en mer, faute de place disponible. Bien que le mieux à faire serait de déplacer les cœurs des réacteurs fondus dans un endroit sûr et sécurisé, TEPCO n'est ni capable de localiser exactement les coriums, ni de déterminer leur état réel. Personne ne peut s'approcher du site pour y intervenir. L'approche du site implique d'exposer toute personne à qui cette tâche est confiée à un niveau de radioactivité extrêmement puissant et très probablement mortel.

Le gouvernement et TEPCO ont essayé d'envoyer un robot. La radioactivité est si forte qu'elle interfère sur son circuit intégré. Et jusqu'à présent aucun robot envoyé sur le site n'est revenu de sa mission. Fin janvier 2017, TEPCO a réussi à introduire une caméra de contrôle à distance, semblable à un gastro-oscilloscope, à l'intérieur du socle sur lequel repose le réacteur. On a découvert alors que le cœur fuyait à travers un grand trou au niveau de la structure métallique. À cette occasion, ils ont pu mesurer un niveau de radioactivité de 20 Sv par heure dans le réacteur, sachant que le maximum du seuil admissible pour un être humain est de 8 Sv. Sur le chemin du réacteur, les rayons ont atteint des taux maximum de 530 Sv à 650 Sv. L'endroit où les niveaux de radioactivité sont les plus élevés n'est plus à l'intérieur du piédestal en béton qui soutient la cuve, mais à l'extérieur, entre le mur du piédestal et celui de l'enceinte de la cuve.

Après l'accident, TEPCO et le gouvernement ont émis l'hypothèse que la plupart des cœurs avaient fondu dans le réacteur et s'étaient arrêtés à l'intérieur. TEPCO et le gouvernement ont avancé un scénario selon lequel les coriums s'amasseraient en une boule à l'intérieur du piédestal, intacts au fond du récipient de confinement. Cela permettrait de récupérer les cœurs fondus dans 30 à 40 ans et de les stocker dans un autre navire, permettant ainsi de faire une déclaration de traitement complet des catastrophes de Fukushima.

Loin de cette hypothèse, les coriums ne se présentent pas du tout en un seul morceau, mais se détachent du socle, ce qui les rend irrécupérables, contrairement au scénario imaginé par les

autorités. TEPCO et le gouvernement doivent donc changer leur «feuille de route». Moi-même, j'avais insisté pour que les réacteurs touchés par la catastrophe soient scellés par l'installation d'un «sarcophage» à l'instar de ce qui avait été fait par le gouvernement soviétique après la catastrophe de Tchernobyl, même si ce n'est pas la meilleure des solutions. En effet les couvertures du sarcophage se détériorent avec le temps, ainsi à Tchernobyl, une seconde couverture a dû être déployée en novembre 2016. La vie de cette seconde couverture est estimée de cent ans. Et personne ne sait quelle solution définitive pourra être trouvée à ce moment-là.

Personne, parmi les humains vivants n'aura la chance de voir la fin de l'accident de Tchernobyl. Ce sera pire encore quant à l'accident de Fukushima. Même si on parvenait à confiner les coriums, la radioactivité ne disparaîtra pas et la situation devra être surveillée de manière permanente pendant plusieurs centaines à des millions d'années. La tragédie est toujours en cours autour de la centrale nucléaire de Fukushima-Daiichi. Le jour de la catastrophe, le gouvernement japonais a déclaré l'état d'urgence nucléaire. Tous les résidents ont été évacués, dans un rayon de 3 km de la centrale nucléaire, puis 10 km et enfin 20 km. Les procédures d'évacuation ont été si rapides que les gens n'ont été autorisés à n'apporter que ce qui était strictement nécessaire, laissant la plupart des effets personnels, leur bétail et même leurs animaux domestiques derrière eux.

Itaité est l'un des villages de la préfecture de Fukushima, situé à quelques 40 à 50 km de la centrale nucléaire de Fukushima-Daiichi. Ses citoyens n'ont été informés de l'extrême contamination de leur village qu'un mois après l'accident et ont alors été forcés d'abandonner immédiatement les lieux. Au début, ils ont été transférés dans des abris temporaires, puis dans des petites maisons préfabriquées d'une petite pièce pour 2 personnes. Au fil des événements, ils se sont retrouvés séparés de leur ancienne communauté ; les membres d'une même famille ont été forcés de vivre séparément. Leur ancienne vie a été détruite et les gens, désespérés, n'ont jamais pu reprendre une existence normale. Toute la structure sociale d'une communauté a été touchée, sachant que le concept de bonheur dans la culture japonaise ne diffère d'aucune autre culture dans le monde : qu'est-ce que le bonheur ? Cela implique beaucoup de choses simples, mais devenues inaccessibles pour eux, comme vivre avec leur famille, leurs amis, leurs voisins et leur compagnon.

A Fukushima, leur bonheur a brusquement pris fin car ils ont tout perdu subitement. Plongés dans le désespoir, des habitants en viennent à se suicider. Ce n'est pas tout. Les retombées nucléaires affectent une autre zone très vaste, autour de celles qui ont été évacuées. On l'appelle «zone irradiée contrôlée ». C'est une zone réglementée où l'entrée est strictement interdite sauf pour le personnel autorisé, généralement des professionnels et des ingénieurs nucléaires. Personne n'est autorisé à boire, manger, dormir à l'intérieur de cette zone. Et vous n'y trouverez même pas de toilettes. Pourtant, le gouvernement japonais permet à des millions de résidents de vivre dans des zones ayant les mêmes caractéristiques que la zone contrôlée sans les qualifier en tant que telles, au mépris de la loi précédemment applicable. Le gouvernement a justifié cet écart par rapport à la loi applicable en raison de l'état d'urgence.

Ces habitants comprennent des nourrissons et des enfants contraints de vivre dans un endroit aussi contaminé que la zone contrôlée et exposés de manière quotidienne à un environnement délétère . Certaines familles alors ont décidé de quitter leur emploi et de quitter Fukushima afin de protéger leurs enfants de l'exposition radioactive ; d'autres ont décidé de vivre séparément :

l'homme reste habituellement car il est obligé de travailler à Fukushima tandis que la femme et les enfants ont déménagé.

Fukushima est une région profondément scellée par un conservatisme social ; les gens respectent leurs traditions et ont l'habitude d'y vivre ensemble de génération en génération. Une telle séparation affectera profondément le schéma familial à mesure que les habitants perdent leur vie normale. Ce sont des dilemmes qui n'ont que deux issues douloureuses : soit rentrer chez soi et se retrouver dans un pays contaminé où ils s'exposent à la radioactivité , mettant en péril leur santé ; soit le déchirement et la souffrance de tout quitter. Les habitants abandonnés survivent difficilement à ces souffrances quotidiennes depuis plus de 7 ans et devront encore tenir pendant de nombreuses années.

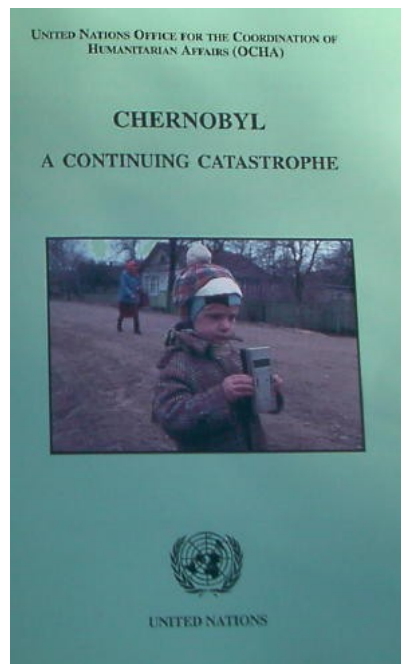
Pour aggraver l'injure qui leur est faite , depuis mars 2017, le gouvernement a commencé à réinstaller les réfugiés de Fukushima dans leurs terres ou villes d'origine, là où les niveaux de radioactivité sont inférieurs à 20 mSv par an ; impliquant la suppression brutale des aides au relogement. Pour le département de Fukushima, avant l'humain, c'est la "reconstruction" qui représente la priorité numéro un. Et les personnes qui n'ont pas d'autre choix que de vivre à Fukushima suivront probablement les souhaits du gouvernement et oublieront que Fukushima est un endroit dangereux plutôt que de vivre toute leur vie dans la peur et l'anxiété. Ils pourraient même oublier la radioactivité et la contamination qui, heureusement ou non, est invisible. Le gouvernement et le département local encourage les gens à oublier quoiqu'il en soit .Et à l'inverse, si l'on parle de la contamination ou de la peur, il sera reproché à tout citoyen, d'entraver la reconstruction.

Il faut préciser un facteur important pour les habitants touchés, le gouvernement japonais, après l'accident, a revu à la hausse la limite légale de doses radioactives annuelles en le faisant passer de 1 mSv/an à 20 mSv/an. Sachant que 20 mSv/an était auparavant une limite établie uniquement pour les experts ou les scientifiques qui travaillaient avec le rayonnement nucléaire comme je l'ai fait et qu'elle n'a jamais été appliquée à des civils ordinaires. Et bien entendu encore moins aux nourrissons et aux enfants, qui par ailleurs sont plus sensibles aux radiations et qui n'ont aucune responsabilité non plus dans la catastrophe nucléaire de Fukushima, ni dans la politique nucléaire du Japon qui a dépassé la limite du raisonnable. C'est ainsi que le gouvernement japonais continue à prétendre qu'il n'y peut rien à cause de la situation d'urgence nucléaire. Cette déclaration de l'état d'urgence n'a pas été reconduite par la nécessité absolue de l'urgence de protéger les gens Et cette situation ne doit pas continuer sans limite, mais elle perdure depuis plus de 7 ans et demi, ce qui n'est pas acceptable.

Apparemment, le gouvernement encourage activement l'oubli de la catastrophe de Fukushima et les médias sont complices. Ils omettent de rendre compte de la contamination réelle, des risques et de la situation exacte à Fukushima toujours en état d'urgence. La plupart des Japonais ne savent pas que Fukushima est toujours sous état d'urgence nucléaire. L'élément le plus nocif pour l'environnement et la santé est le césium 137 ; il faut 30 ans pour réduire sa quantité de moitié et après 100 ans il est toujours à 10% de sa valeur. En fait, dans 100 ans, le Japon sera toujours soumis à cette « déclaration d'état d'urgence ».

Les Jeux Olympiques ont toujours été utilisés comme outil de propagande pour promouvoir le nationalisme.

54 morts à Tchernobyl et un mort à Fukushima...



<https://www.20minutes.fr/monde/2331635-20180906-fukushima-japon-confirme-mort-employe-radiation>

Fukushima: Le Japon confirme la mort d'un employé par radiation

6.9.2018

Le [Japon](#) a annoncé pour la première fois qu'un employé travaillant à [la centrale de Fukushima](#) était mort après y avoir été exposé à des radiations, ont rapporté les médias nationaux.

La victime, âgée d'une cinquantaine d'années, a développé un cancer des poumons après avoir participé aux travaux d'urgence à Fukushima entre mars et décembre 2011, après le terrible tsunami qui avait dévasté la centrale le 11 mars 2011.

Le gouvernement japonais a versé des compensations dans quatre autres cas où des employés avaient contracté un cancer après le désastre, selon l'agence de presse Jiji News. Toutefois, c'est la première fois qu'il reconnaît une mort en liaison avec l'exposition aux radiations dans l'enceinte de la centrale, selon le quotidien Mainichi.

L'employé a développé un cancer des poumons en février 2016

Après la catastrophe, cet employé était chargé de mesurer la radiation dans la centrale, et selon les informations disponibles il portait alors un masque et une combinaison de protection. Il a développé un cancer des poumons en février 2016.

Le 11 mars 2011, un séisme d'une magnitude de 9,1 avait provoqué un tsunami faisant plus de 18.500 morts et causant un accident majeur à la centrale de Fukushima. La reconstruction est loin d'être finie et une partie de la région demeure inhabitable.

L'accident nucléaire de Fukushima, le pire depuis Tchernobyl en avril 1986, a entraîné l'évacuation de centaines de milliers d'habitants, dont de nombreux ne reviendront jamais. Et sept ans après, les agriculteurs sont encore confrontés à la suspicion des consommateurs même si leurs produits sont soumis à de stricts contrôles de radioactivité.

&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&



<https://nosvoisinslointains311.home.blog/2019/03/10/appel-a-petition-pour-protger-les-enfants-de-fukushima-de-lirradiation/>

Appel à pétition pour protéger les enfants de Fukushima de l'irradiation

La 3^e Pétition pour demander une délibération et un jugement justes pour

« Procès pour protéger les enfants de l'irradiation »

Affaires civiles du Tribunal de district de Fukushima

Il existe deux volets dans le « Procès pour protéger les enfants de l'irradiation » : le « procès pour les droits de l'homme chez les enfants » et le « procès des parents-enfants ». Le premier demande la reconnaissance du droit des écoliers et des collégiens du département de Fukushima de jouir de l'éducation dans un environnement sain. La demande s'adresse aux gouvernements locaux. Le second demande la reconnaissance de la responsabilité des exécutifs de ne pas avoir pris des mesures nécessaires et ainsi d'avoir exposé les enfants aux radiations inutilement. La partie civile composée des enfants et de leurs parents, qui étaient résidents dans le département de Fukushima lors de l'accident nucléaire de Fukushima Daiichi, demande des indemnisations à l'Etat et au département de Fukushima.

L'exécutif japonais sous-estime totalement les risques sanitaires liés à l'exposition aux faibles doses de radioactivité et à l'irradiation interne due à la contamination de l'environnement (notamment du sol) ou aux aliments contaminés. Du ce fait, de nombreux enfants subissent une irradiation qu'ils auraient pu éviter. D'après les examens de la thyroïde pratiqués sur les enfants et adolescents âgés de moins de 19 ans lors de l'accident nucléaire, à la date du 25 décembre 2017, le nombre de cancers diagnostiqués s'élève à 193 cas. Toutefois, l'exécutif persiste à considérer qu'il n'y a pas de lien entre ce fait et l'irradiation, et n'a pas ordonné d'enquête pour identifier la cause de la fréquence élevée des cancers. Il est urgent de protéger les enfants de l'irradiation. Puisque l'exécutif refuse de prendre des mesures en ce sens, c'est notre souhait profond que le pouvoir judiciaire rende un jugement se fondant sur le bon sens et tenant compte de la réalité de l'exposition aux éléments radioactifs.

Trois ans et six mois après avoir intenté l'accusation, le procès entre dans la phase où seront examinés les conséquences de l'exposition aux faibles doses ainsi que le risque d'irradiation interne du à la contamination de l'environnement (notamment du sol) ou aux aliments contaminés. Nous demandons au Tribunal du district de Fukushima une délibération et un jugement soignés, rapides et justes, par égard pour la situation et l'inquiétude des enfants et des parents qui ont été brutalement plongés dans un environnement radioactif.

Merci de [signer ICI!](#) (le texte en français après le texte anglais)

&&&&&&&&&&&&&&&&&

<https://nosvoisinslointains311.home.blog/2019/03/04/message-de-mme-ruiko-muto/>

Message de Mme Ruiko MUTO

Message à toutes les personnes qui, dans le monde, s'opposent de toutes leurs forces au nucléaire



Huit ans déjà se sont écoulés depuis l'accident nucléaire de Fukushima, et j'aimerais remercier toutes les personnes qui continuent de se soucier des suites de cette catastrophe, de nous soutenir, et de multiplier les efforts pour l'abandon définitif de l'énergie nucléaire.

Comme chaque année à même époque, mon cœur se serre au souvenir du 11 mars 2011, tandis que j'en suis réduite au même constat : les injustices et les souffrances causées par l'accident se poursuivent indéfiniment.

Pour moi, l'année dernière a été à marquer d'une pierre blanche. En effet, après une plainte déposée en 2012 contre les ex-dirigeants de TEPCO – plainte rejetée à deux reprises par le tribunal -, un procès au pénal, destiné à déterminer leur responsabilité dans l'accident de Fukushima, s'est enfin ouvert, et j'ai pu assister aux 35 audiences qui ont suivi. De nombreux témoignages, échanges de mails, procès-verbaux de réunions, ont permis de faire la lumière sur une série de faits restés jusqu'alors occultés : un comité d'experts mandaté par le gouvernement avait, dès 2002, estimé non-négligeable la probabilité d'un énorme séisme suivi d'un tsunami au large des côtes de Fukushima ; au regard de ces conclusions, des employés de TEPCO, envisageaient des mesures préventives contre un éventuel tsunami, évalué à 15,7 mètres ; les trois prévenus, alors qu'ils avaient été mis au courant, en diverses occasions, de ces prévisions, ont continué de faire fonctionner la centrale sans prendre la moindre mesure. Or, en dépit de ces preuves, ils n'ont cessé de contester leur responsabilité dans cette affaire en prétendant qu'il n'avaient rien vu, rien entendu,

qu'ils ne se souvenaient de rien, et que cette question excédait leur domaine de compétence. En décembre dernier, au cours de son réquisitoire, l'accusation a donc requis à leur encontre cinq ans d'emprisonnement – soit la peine maximum en cas de négligence professionnelle ayant entraîné la mort et des blessures – en arguant du fait que « rien ne pouvait justifier les circonstances atténuantes » dans la mesure où « les prévenus n'ont fait que rejeter leur responsabilité sur autrui », « une attitude impensable pour les dirigeants placés au sommet de la hiérarchie chez un opérateur de centrale nucléaire ». Le 12 mars prochain, le procès doit se conclure sur l'ultime plaidoirie de la défense de TEPCO. Pour le verdict lui-même, sans doute devons-nous attendre l'été prochain. Nous espérons qu'un jugement aussi impartial que possible, déterminant la pleine responsabilité de TEPCO, sera rendu, pour éviter que ne se reproduise un tel accident nucléaire. Nous espérons aussi que l'issue de ce procès sera suivie attentivement par l'opinion publique internationale.

Concernant la situation actuelle à Fukushima, un problème nouveau se pose : comment traiter les eaux contaminées au tritium, dont plus d'un million de tonnes continuent d'être stockées sur le site de Fukushima Dai-ichi ? Le président de la Commission de Régulation de l'Énergie Nucléaire (NRA) propose tout simplement de rejeter ces effluents dans la mer – perspective à laquelle les pêcheurs de la région sont fermement opposés. Par ailleurs, au cours de réunions publiques organisées par le Ministère de l'Économie et de l'Industrie (METI), de nombreux citoyens ont insisté sur la nécessité d'un stockage au sol de ces eaux radioactives – mais de ces opinions, le METI n'a tenu aucun compte lors d'un débat qui s'est tenu le 28 décembre dernier.

Par ailleurs, la NRA a exprimé son intention de supprimer 2.400 bornes de mesure de la radioactivité installées dans le département de Fukushima, à l'exception de celles placées dans 12 municipalités désignées comme « zones évacuées ». Cette mesure se heurte elle aussi à une forte opposition de la population locale, notamment des mères d'enfants et d'adolescents. Un tiers des municipalités du département a présenté au gouvernement des requêtes demandant le maintien de ces bornes.

Le projet expérimental visant à recycler les terres décontaminées est diversement accueilli : si l'initiative d'utiliser ces terres comme soubassement de routes ou de rues a été abandonnée à la suite du refus des habitants dans certaines communes, dans d'autres, des projets similaires sont en cours de réalisation. C'est le cas à Iitate, où ce matériau devrait servir à surélever des terres agricoles dans une zone si contaminée que les directives d'évacuation y sont toujours d'actualité.

L'an dernier, le rapporteur spécial du Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU a recommandé au gouvernement japonais de reconsidérer le critère de retour dans les zones évacuées, en baissant le niveau d'exposition maximum de 20 millisieverts à 1 millisievert par an – bref, en revenant au niveau d'avant l'accident – pour les enfants et les femmes en âge de procréer. Il a aussi fait remarquer que la suppression des aides publiques, notamment le logement gratuit attribué aux personnes réfugiées de leur propre initiative hors des régions directement contaminées, représentait une pression qui les forçait à revenir dans leur commune d'origine. Or, le département de Fukushima, qui avait prolongé ses aides d'un an, va les supprimer à la fin de ce mois. Et le gouverneur lui-même a annoncé que l'offre des logements provisoires pour quatre communes fortement contaminées, incluant des zones encore interdites (Namie, Tomioka, Katsurao et Iitate] arriverait à son terme en mars 2020.

<https://fukushima.eu.org/>

L'ACRONique de Fukushima

La catastrophe au jour le jour

(10.3.2019)

[ACRONiqueDeFukushima @ACRO Fukushima](#)

Le coût de la catastrophe #nucléaire de #Fukushima pourrait dépasser 640 milliards d'euros selon un think tank japonais (80 000 milliards de yens). [https://fukushima.eu.org/chiffres-cles-pour-le-huitieme-anniversaire/...](https://fukushima.eu.org/chiffres-cles-pour-le-huitieme-anniversaire/)

-

Catastrophe nucléaire de Fukushima : chiffres clés pour le huitième anniversaire - L'ACRONique de...

A l'approche du huitième anniversaire de la catastrophe nucléaire à la centrale de Fukushima, voici quelques chiffres clé tels qu'ils apparaissent dans les médias, les sites officiels et les 2 500...

fukushima.eu.org

